

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/N/NLD/62

21 avril 2004

(04-1791)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement (à la demande de la chambre basse du Parlement) Les nom et adresse (y compris les numéros de téléphone et de téléfax et les adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant) de l'organisme ou de l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doivent être indiqués si cet organisme ou cette autorité est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information – Point d'information OTC-OMC pour les CE
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Produits à base de bois
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: <i>Bill presented by M. Vos MP amending for the second time the Bill presented by M. Vos MP amending the Environmental Management Act (sustainably produced wood), as amended by a memorandum of amendment</i> (Proposition de loi du député M. Vos portant une deuxième modification de la Proposition de loi du député M. Vos, portant modification de la Loi sur la gestion de l'environnement (bois produit de façon durable), telle que modifiée par la note d'amendement) - Documents parlementaires II, année parlementaire 2002-2003, 28 631, N° 8
6.	Teneur: Le Ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement définit un modèle d'un certificat pour les forêts gérées de façon durable, d'un certificat pour les systèmes de traçage du bois produit de façon durable et d'une marque indiquant que le bois sur lequel elle est apposée a été produit de façon durable. L'autorisation d'utiliser les certificats est octroyée sur demande à un organisme accrédité par le Conseil d'accréditation ou par une organisation avec laquelle le Conseil d'accréditation a signé un accord international de reconnaissance mutuelle, afin d'évaluer la gestion durable des forêts et le système de traçage du bois produit de façon durable. La directive d'évaluation de l'organisme doit être approuvée par le Ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement. L'article 9.4 renferme une clause d'équivalence applicable à cet organisme et à cette directive d'évaluation. Le titulaire d'un certificat pour une forêt gérée de façon durable est habilité à apposer la marque susmentionnée sur le bois provenant de la région concernée par ce certificat. Le titulaire d'un certificat pour le système de traçage de bois produit de façon durable peut

apposer la marque sur le bois provenant de la région concernée par le certificat pour les forêts gérées de façon durable.

Par rapport à la proposition de loi déjà notifiée, des modifications ont été apportées, réduisant considérablement les effets que la mesure peut avoir sur le marché intérieur:

- Sous sa forme déjà notifiée, la proposition renfermait une combinaison d'une incitation positive et d'une incitation négative: le consommateur trouverait systématiquement sur les produits à base de bois ou sur leur emballage la marque contenant des informations relatives à l'origine. L'incitation négative, à savoir l'obligation d'apposer une marque sur les produits à base de bois dont il ne pouvait pas être démontré qu'ils provenaient d'une région où la production de bois se fait de façon durable, a été supprimé du règlement. L'incitation positive est toujours d'actualité: la possibilité d'imposer des exigences claires et univoques à la gestion durable des forêts, un système permettant de contrôler si ces exigences sont respectées et la garantie que les informations fournies aux consommateurs lors de l'achat de produits à base de bois sont fiables.

Les producteurs de bois et les négociants en bois peuvent choisir eux-mêmes s'ils veulent faire la demande d'un certificat leur donnant le droit d'apposer la marque positive.

- Par ailleurs, la définition du plan de maîtrise a été simplifiée: le plan de maîtrise ne nécessite plus de consentement individuel, l'évaluation du plan de maîtrise fait désormais dès le début partie intégrante de la procédure d'évaluation. Ceci entraîne une réduction des charges administratives.

- Une amélioration a été apportée en ce qui concerne les certificats, permettant de conformer la proposition de loi à la pratique de la chaîne commerciale du bois produit de façon durable et de réduire les charges administratives. La proposition de loi notifiée prévoyait un seul certificat, sur lequel étaient mentionnées les coordonnées de la personne qui commercialisait le produit à base de bois aux Pays-Bas, tandis qu'il est désormais question de deux certificats, un certificat pour la forêt gérée de façon durable et un certificat pour le système de traçage du bois produit de façon durable. Le premier certificat est destiné au gérant de la forêt et le deuxième aux négociants de la chaîne. Le deuxième type de certificat permet de garantir, entre autres, que le bois produit de façon durable reste bien séparé du bois dont il n'est pas ou dont il ne peut pas être démontré qu'il a été produit de façon durable. Un négociant en bois qui vend du bois provenant d'une forêt pour laquelle un certificat pour les forêts gérées de façon durable a été délivré, mais sur lequel la marque n'a pas encore été apposée, a le droit d'apposer cette marque lorsqu'il est en possession du certificat relatif au système de traçage.

- 7. Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant:** Ce projet de loi vise à protéger l'environnement et en particulier les forêts. La déforestation n'affecte pas seulement l'environnement du pays où se trouvent les forêts, mais également l'environnement mondial. La proposition de loi est en étroite accord avec les conventions internationales à ce sujet, entre autres à l'Accord international sur les bois tropicaux (1994), dont l'objectif était la réalisation d'un commerce international de bois produit de façon durable en l'an 2000.

8.	Documents pertinents: <ul style="list-style-type: none">- Documents parlementaires II, année parlementaire 2002-2003, 28 631, 4, 5 et 7- Documents parlementaires I, année parlementaire 2000-2001, 23 982/26 998, 173a (mémoire en réponse)- Annales parlementaires du Sénat, année parlementaire 2001/2002, 23 982/26 998, pages 1322-1363, pages 1739-1757: consultation relative à la Proposition de loi du député M. Vos portant une deuxième modification de la Proposition de loi du député M. Vos, portant modification de la Loi sur la gestion de l'environnement (bois produit de façon durable)
9.	Date projetée pour l'adoption: début 2005 Date projetée pour l'entrée en vigueur: deux ans après cette date
10.	Date limite pour la présentation des observations: juillet 2004
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, numéros de téléphone et de télécopieur, et adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant, d'un autre organisme: